

droit et liberté

MENSUEL DU MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIÉ ENTRE LES PEUPLES



N^{os} 443-444 Octobre-Novembre 1985 - 8 F

ISSN 0012-6411

Les « immigrés », épouvantail et diversion électorale

Contre les mensonges racistes, une soirée d'information le 9 décembre à Paris

RENUE-MENAGE de faits, d'idées et de chiffres. Face aux mensonges racistes, destinés à alimenter la haine et la peur, le MRAP organise une soirée-débat le LUNDI 9 DECEMBRE A PARIS, SALLE DES AGRICULTEURS, 8 RUE D'ATHENES (métro: Saint-Lazare ou Trinité).

Ouverture par George Pau-Langevin, présidente du MRAP; puis dialogue animé par un journaliste entre plusieurs spécialistes sur les thèmes aujourd'hui les plus utilisés pour dresser l'opinion contre les "immigrés": délinquance; charges et prestations sociales; population de la France aujourd'hui et demain; identité nationale et minorités; enfin échanges avec tous les participants.

Le but: y voir plus clair dans notre société plurielle, être mieux à même d'informer, d'agir contre les mystifications qui sévissent et tentent de s'imposer par tous les moyens pour empêcher un vrai débat sur les vrais problèmes pendant la campagne électorale.

Venez nombreux!

En avant, Marches!

Le MRAP avec les jeunes dans les quartiers et les écoles

(Lire p. 2 à 9)

Aller au fond des choses

Pas toujours facile "d'aller au fond des choses" quand l'actualité bouscule et multiplie les "priorités". Choisir et ne rien laisser tomber. Faire face aux "faciès" divers du racisme, sans se disperser du travail continu d'analyse.

Les "faciès" du racisme les plus voyants:

- L'apartheid, et ses complicités, ouvertes ou subtiles.
- Les réflexes anti-immigrés fleurissant sur terreau de crise et fructifiant en violences.
- Les poussées ou pulsions de l'extrême-droite...

Aspects voyants, qui ne doivent pas faire oublier les autres (antisémitisme, antigitanisme, etc.).

Le simplisme appuyé sur le bras du mensonge...

Hélas! souvent, ça paye. Monsieur qui vous savez baptisé par "Le Monde" "un surdoué du simplisme" a battu en ce mois d'octobre le record absolu. Ce coup du coût des immigrés! Ces 108 milliards balancés à toute volée sur les ondes, persistés et signés au Bourget! Des militants disent: "Peuh! Le slogan "Le racisme, c'est débile", il est... débile!"

Peut-être faut-il savoir répliquer au simplisme par le simplisme - mensonge en moins... à condition d'étayer inlassablement d'analyses et d'arguments.

(suite page 6)

Bertrand BARY

Des mots qui tuent

Encore deux assassinats racistes en quelques semaines, à Avignon et à Lyon. On ne peut isoler ces actes criminels des provocations virulentes à la haine visant les "immigrés" - vocable qui inclut à la fois les parents venus travailler en France et leurs enfants, dont beaucoup ont acquis la nationalité française. Dès lors qu'on les présente comme responsables de tous les maux de la société, de toutes les difficultés quotidiennes, comment ne se trouverait-il pas des excités, des faibles d'esprit pour vouloir les éliminer physiquement?

Le MRAP participe activement à l'accueil des deux "Marches" contre le racisme et pour l'égalité des droits organisées, l'une par le Collectif des jeunes d'origine immigrés, l'autre par SOS-Racisme. Elles s'inscrivent dans le dialogue et l'action qu'il a engagés avec les jeunes de toutes origines pour faire valoir leurs droits, leurs revendications et leurs aspirations antiracistes.

Par ailleurs, le MRAP tient, le 9 décembre à Paris, à l'occasion de la Journée internationale des Droits de l'Homme, une soirée d'information pour répondre aux slogans anti-immigrés, obscurantistes et meurtriers. Il agit au plan juridique avec les familles des victimes de crimes racistes, et en poursuivant les auteurs de calomnies xénophobes: Le Pen a perdu en appel son procès contre le MRAP à Amiens; deux "têtes de liste" du Front National sont condamnés, à Dijon et Strasbourg. D'autres initiatives se préparent.

A Lyon, Avignon... et ailleurs

ABDELLATIF BEN BOUAZZA

Pour la seconde fois en quelques mois, un crime de toute évidence raciste, a été perpétré à **Avignon** dans la nuit du 14 au 15 septembre. La victime: Abdellatif Ben Bouazza, Ben pour ses copains, lycéen de 15 ans, Français d'origine marocaine. Il semble que le coup de fusil tiré contre lui, d'une voiture rouge, soit la suite d'un incident survenu dans une discothèque, où des "punks", porteurs du badge du Front National, l'avaient menacé. Cette même voiture avait été vue plus tôt dans un quartier où vivent des immigrés, et son chauffeur avait poursuivi des jeunes. La même nuit, des coups de feu avaient été tirés contre d'autres adolescents. Précisons que, ce soir-là, M. Le Pen avait tenu un meeting à Avignon, à l'occasion d'une fête du Front National au

Centre de Loisirs de la Barthelasse (toujours refusé jusque-là par le maire aux partis et organisations).

Aussitôt connu ce nouvel assassinat, le comité local du MRAP rendait visite à la famille de Ben et appelait, lors d'une conférence de presse, à une manifestation, avec le soutien de nombreuses organisations. Le 20 septembre, dans le cortège d'un millier de personnes qui s'est rendu du Portail Magnanon à la place de l'Horloge. En tête, marchait le père de Ben. Avant la dispersion, Pierre-Marie Danquigny, président de la fédération du MRAP du Vaucluse, a pris la parole au nom des organisateurs.

Une souscription a été ouverte pour les obsèques d'Abdellatif, qui ont eu lieu le 25 septembre. Le MRAP avait invité les Avignonnais à y participer. D'autre part, une pétition a été adressée au président du Conseil régional de Proven-

ce-Alpes-Côte d'Azur, pour demander qu'une session extraordinaire soit consacrée à la montée du racisme dans le Sud-Est. On se souvient en effet des agressions, mortelles ou non, de mars dernier à Menton et Miramas, et plus tard à Toulon, Carpentras, Nîmes, Chateaufort, Marignane, des violences policières de Nice, etc.

NORDINE MECHTA

A **Lyon** aussi, le racisme tue. Dans la nuit du 28 au 29 septembre, un jeune d'origine algérienne, Nordine Mechta, né dans cette ville, est poignardé par trois "videurs" du bateau "Le Mistral", où s'était déroulée une soirée dansante. Il allait avoir 24 ans.

Un autre adolescent, Karim, pour avoir tenté d'accéder à la salle, à la fin de la fête, avait été jeté dans la Saône par les "gros bras" placés à l'entrée, qui s'efforcèrent, en le frappant, de l'empêcher de sortir de l'eau. Nordine, son ami, vient crier son indignation. Les trois gardiens se lancent à sa poursuite, armés de nunchaku et de poings américains; dans le couloir d'un immeuble, ils lui plantent un poignard dans le dos, déclarant à des témoins: "Oui, c'est du fascisme, et c'est super!"

Acte qui s'inscrit, là encore, dans un climat durable de violence. Les "videurs", qui exerçaient auparavant leurs talents à l'entrée du "West Side", un cabaret aujourd'hui fermé, étaient connus des jeunes Maghrébins pour leurs injures et leurs agressions. Par ailleurs, depuis plusieurs semaines, des attaques ont eu lieu contre les locaux lyonnais d'associations humanitaires, antiracistes et antifascistes. Des militants du Front National, porteurs de gourdin et d'une grenade offensive, ont été arrêtés à la sortie d'une réunion.

"Etre Algérien et avoir vingt ans aujourd'hui, c'est risquer d'être méprisé, agressé jusqu'à perdre la vie" souligne le commu-

niqué de la fédération du MRAP du Rhône. Elle a pris des dispositions pour se constituer partie civile dans cette affaire. Elle a participé aux trois manifestations qui ont eu lieu: dès le 30 septembre au matin, de la place des Terreaux au Palais de Justice, en passant par le lieu de l'assassinat, à l'appel de l'Association des Jeunes Arabes de Lyon et banlieue (AJAL) ; le 4 octobre, de la place Guichard à la préfecture, à l'initiative de l'Amicale des Algériens en Europe, du MRAP et de nombreuses organisations politiques, syndicales et de solidarité avec les immigrés, en présence du père de la victime; enfin le 5 octobre - la plus massive - à l'initiative de l'AJAL.

BEZIERS: COUPS DE FEU CONTRE UN FOYER D'IMMIGRES.

Au début d'octobre, des coups de feu ont été tirés contre un foyer de travailleurs immigrés à Béziers. La fenêtre visée était celle de la salle de prière, à un moment où de nombreux résidents y étaient rassemblés. Le comité local du MRAP a élevé une vive protestation et porté plainte. Il souligne que dans la dernière période, on a pu voir dans la ville des autocollants représentant une tête coiffée d'un turban au centre d'une cible de tir, avec une blessure à la tempe.

AGRESSION A ALES

Dans la nuit du 5 au 6 octobre, un jeune Algérien d'Alès a été matraqué et sérieusement blessé par des "videurs", sur le parking de la discothèque d'Euzet, révèle le comité alésien du MRAP. Agé de 26 ans, M.Z., mineur à La Grand-Combe, était entré normalement dans cet établissement, après avoir payé. C'est lorsqu'il est sorti prendre l'air et a voulu revenir qu'il a été refoulé et attaqué.

Une des matraques, abandonnée sur les lieux, a été déposée par un témoin à la gendarmerie: de couleurs bleu-blanc-rouge, elle porte les initiales "F.N."

En avant, Marches...

Le MRAP avec les jeunes

Le MRAP a rendu public, le 19 novembre, le communiqué ci-après:

Le MRAP est engagé dans le dialogue et la lutte avec tous les jeunes, quels que soient leurs origines et leurs points de vue. Il soutient activement les revendications particulières des jeunes nés de l'immigration qui rencontrent fréquemment le rejet, l'hostilité ou la marginalisation alors que leurs attaches historiques et leur double culture devraient être source d'enrichissement.

Deux "Marches" de jeunes pour l'égalité des droits et contre le racisme parcourent actuellement la France. Le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) aurait souhaité, comme beaucoup, qu'elles se rejoignent en une grande manifestation unitaire; mais il comprend que la poursuite simultanée de ces deux initiatives s'explique par les différences de conceptions, d'objectifs, et de moyens de leurs organisateurs respectifs. Il voit en l'une et l'autre des actions complémentaires contre l'aggravation du racisme et pour l'égalité des droits, qui appellent plus que jamais une mobilisation de tous les démocrates.

Le MRAP comme eux demande que la France reconnaisse leur identité et leur donne la possibilité de l'exprimer pleinement dans tous les domaines de la vie sociale, culturelle et politique; le châtement rapide et exemplaire des auteurs de crimes racistes et des trop nombreuses "bavures" policières dont ils sont victimes; une justice plus attentive à leurs conditions de vie et plus sévère envers ceux qui provoquent la haine et les discriminations; la cessation des tracasseries administratives pour l'obtention des papiers, et les déplacements des

membres de leurs familles; le respect du droit de vivre en famille en France; la construction de logements sociaux et l'interdiction effective des discriminations racistes dans leur attribution; une véritable égalité comportant le droit de vote et de l'éligibilité pour les immigrés vivant durablement en France. Le MRAP encourage ceux qui possèdent la nationalité française à s'inscrire sans tarder sur les listes électorales.

Cependant, les difficultés que rencontrent les jeunes dits de la "2e génération" sont partagées en grande partie par l'ensemble de la jeunesse. Elles sont liées aux problèmes que traverse notre société en crise, s'agissant notamment de l'emploi, du chômage et de la délinquance, de l'Ecole et de la formation, du logement et de l'insécurité, des rapides mutations et des pressions mettant en cause la personnalité de chacun.

Ce sont ces problèmes bien réels que les campagnes racistes tentent d'attribuer à la présence des immigrés. Y remédier exige le combat de toutes les populations concernées, défendant ensemble leurs intérêts communs dans le respect de toutes les identités. C'est aussi le moyen de substituer aux mensonges et aux divisions du racisme, la vérité et la solidarité. Le MRAP s'y emploie dans ses efforts quotidiens sur le terrain, notamment avec les jeunes, dans les quartiers et les établissements scolaires.

Les comités locaux du MRAP accueillent dans cet esprit les deux "Marches" dans les villes où elles font étape. Il sera présent avec tous les jeunes à l'arrivée à Paris. Il appelle à assurer le succès des manifestations qui auront lieu, le 30 novembre et le 7 décembre afin d'affirmer une opposition vigoureuse au racisme et le droit fondamental à l'égalité.

L'indispensable

"Face au public" sur France Inter le 14 octobre. "L'Heure de vérité" (pour la seconde fois) à Antenne 2 le 16 octobre. Puis les reportages sur la "Fête Bleu-Blanc-Rouge" des 19 et 20 octobre, préparée par les émissions précédentes. Le MRAP s'est élevé contre ce "festival Le Pen" dans les médias. Il a demandé la possibilité d'intervenir pour faire connaître la vérité sur l'immigration et ses apports à notre société, sur le fait qu'elle n'est nullement responsable des difficultés rencontrées par la population dans différents domaines. En vain.

SILENCE ET MÉRIS

Ni pour répondre aux mensonges abondamment répandus, ni pour le moindre commentaire (par exemple dans le Journal parlé ou télévisé), et moins encore pour une émission équivalente à celles dont bénéficie le Front National, le MRAP n'a pas été admis à s'exprimer. Il n'a même pas obtenu un accusé de réception à ses demandes écrites.

Services publics, la télévision et la radio peuvent-elles faire preuve d'un tel mépris pour une association représentative d'une grande partie de l'opinion? Est-il dans leur rôle de promouvoir la xénophobie et d'empêcher une réelle contradiction? L'information consiste-t-elle en des séries de "coups" successifs et opposés décidés souverainement sans souci d'éclairer vraiment le public: aujourd'hui l'engouement pour SOS-Racisme, demain le pilonnage de Le Pen?...Et après-demain, quoi?

Qu'on ne prétende pas l'intervention du MRAP inutile parce que le chef du Front National aurait affronté des journalistes intransigeants. Ses énormités sur "le coût social des immigrés" n'ont rencontré aucune objection. On lui a laissé dire sans broncher que le

racisme du Front National n'avait jamais été condamné. Et surtout, il est clair que face aux attaques personnelles, il est assez habile pour conforter sa position.

Le MRAP, privé de tout "droit de réponse", a protesté une nouvelle fois auprès de la Haute-Autorité de la communication audiovisuelle.

L'AFFAIRE DES FICHES

Il y a eu aussi l'affaire des fiches d'Antenne 2. Vive émotion de certains téléspectateurs qui, croyant adresser leurs questions à la station et aux réalisateurs de l'émission, ont appris que les 2.500 fiches où elles étaient transcrites, avec leur nom et la ville de leur domicile, avaient été remises au dirigeant du Front National!

"Cela s'est toujours fait", déclare-t-on. C'est reconnaître qu'il y a toujours eu détournement. Mais, dans ce cas précis, les

auteurs des appels téléphoniques ne se sentent pas nécessairement rassurés pour autant. Qu'on le veuille ou non, tout le monde ne voit pas dans le Front National "un parti comme les autres". On connaît son service d'ordre musclé, les exactions de certains de ses membres, l'idéologie qui les anime.

Sur ce point, la Haute-Autorité a donné satisfaction au MRAP: désormais les fiches de "L'heure de vérité" ou d'émissions semblables ne seront plus communiquées à l'invité. Mais ne valait-il pas mieux prévenir que guérir?

UN CONSENSUS DOUTEUX

Sur un autre registre, le débat opposant MM. Laurent Fabius et Jacques Chirac à TF1, le 27 octobre, a comporté un passage qui a vivement choqué les antiracistes. Le maire de Paris, développant l'un des thèmes xénophobes les plus diffusés, établit une étroite relation entre d'une part l'immigration

Le combat du MRAP

- Aux **MUREAUX** (78), mois interculturel "Racines", organisé par le MRAP, le Service Enfance-Jeunesse-Loisirs, la Maison Gérard-Philippe et diverses associations de la ville: exposition, films, spectacles. Débats, le 25 octobre, avec Albert Lévy, secrétaire général du MRAP ("Du racisme à l'apartheid").

- A **DAX** (40), conférence de presse où Jean Blum, président de la Fédération des Landes, Jacques Valery (comité de Mont-de-Marsan) et Jean Casset (comité de Dax) démontent les mystifications xénophobes.

- Au **PUY** (43), le comité du MRAP annonce dans une conférence de presse (3 octobre) le développement du dialogue avec la communauté immigrée et demande que celle-ci soit partie prenante dans les débats sur le logement, l'école, etc. Il stigmatise l'amalgame chômage-immigration, "slogan racoleur

et simpliste, qui condamne sans appel les hommes politiques qui le tiennent".

- A **PANTIN** (93) colloque organisé par le comité local le 19 octobre sur l'apport économique et social de l'immigration, les problèmes du logement et de l'école. Participation d'élus locaux, de responsables de partis politiques, de syndicats, d'associations, d'enseignants et de parents d'élèves. Intervention de Dominique Lahalle. Article de Marie-Christine Lucas, secrétaire nationale, dans "93 Actualité".

- A **MARSEILLE** (13) et **PERPIGNAN** (66) les comités locaux du MRAP ont participé à des meetings pour commémorer la répression policière sanglante lancée contre les Algériens en octobre 1961. A **PARIS**, le MRAP était représenté à la réception de l'ambassade d'Algérie et à celle de l'Amicale des Algériens en Europe.

démystification

et d'autre part la délinquance, la drogue, le terrorisme. Il s'efforça d'attiser la peur en insistant sur les "étrangers clandestins" et réclama des mesures répressives accrues, telles que les contrôles "au faciès". On connaît par ailleurs les mesures discriminatoires prises par lui dans la capitale où l'allocation pour le 3ème enfant est refusée aux familles immigrées - ce qui a donné lieu à des poursuites judiciaires du MRAP. On sait également que le programme du RPR préconise d'autres discriminations dans le domaine scolaire et social, ainsi que la suppression de plusieurs acquis obtenus par les immigrés.

A la surprise générale, le Premier Ministre n'a pas cru devoir condamner les conceptions de M. Chirac dans ces domaines, celles proclamées ce soir-là, et les autres. Sa "petite phrase" sur l'immigration et la délinquance a fait sursauter bien des téléspectateurs: "A une ou deux excep-

tions près, je crois qu'il n'y aurait pas de désaccords forts", a-t-il assuré. Les principes énoncés le lendemain à l'Assemblée Nationale ne constituent pas, hélas! une démonstration susceptible de faire reculer les idées mensongères une fois de plus jetées en pâture à l'opinion.

Dans un communiqué, le MRAP observe "que les affirmations péremptives du maire de Paris sur l'immigration et l'insécurité n'ont pas donné lieu aux réponses fermes que l'on pouvait souhaiter". Il ajoute quelques précisions montrant que les chiffres bruts sont trompeurs, et que si l'on tient compte de tous les facteurs, si l'on compare des groupes identiques par l'âge, le sexe, la situation économique et sociale, on constate que la différence n'est pas significative entre la délinquance des immigrés et des Français (1).

Un nouveau pas a été franchi dans la campagne de peur et de

haine orchestrée par l'extrême-droite et, de plus en plus, par l'opposition parlementaire, avec le dossier du "Figaro Magazine" du 26 octobre intitulé: "Serons-nous encore français dans trente ans?"

LES E.N.E. DU "FIGARO MAGAZINE"

Le procédé est simple, dans sa perversité: en amplifiant mécaniquement les chiffres (gonflés) de la population d'étrangers non-européens (E.N.E.) sur la base de l'indice actuel de la natalité, les auteurs annoncent que ces E.N.E. seront 7.900.000 en 2015, face à une population française en déclin constant.

C'est une négation totale des réalités de l'Histoire, dont l'évolution conduit à la transformation des modes de vie, à la multiplication des "mariages mixtes": un Français d'aujourd'hui sur cinq n'a-t-il pas au moins un grand-parent étranger, et un sur trois un étranger dans sa famille?

Mais dans "Le Figaro Magazine", tous les mots choisis veulent donner l'impression que les E.N.E. sont "inassimilables" (terme longtemps appliqué aux juifs par les Maurras et les Xavier Vallat) et qu'aucun échange, aucun changement ne se produira. De toute évidence, il s'agit de racisme, puisque seuls les non-Blancs et les non-chrétiens sont voués ainsi à l'opprobre et à l'hostilité présentement, à partir de fantasmes projetés dans un avenir mythique.

X X X

Autant de faits qui rendent indispensables les efforts du MRAP, de ses comités locaux pour rétablir la vérité. L'assemblée d'information du 9 décembre à Paris sera un jalon important de cette campagne.

(1) Demander au MRAP le document "Quelques vérités sur la société française d'aujourd'hui" (2 Frs) et la brochure "Les immigrés en France. Ce que vous devez savoir" (10 Frs).

pour la vérité

- A **BEAUNE** (21), plainte du comité local du MRAP après l'agression de colleurs d'affiches du Front National contre des jeunes Français et immigrés, devant une M.J.C. Le Conseil municipal est saisi de l'expansion sauvage des affiches et des inscriptions xénophobes. Au début de l'année, le comité, soutenu par de nombreux sympathisants, avait effacé publiquement les slogans provocateurs. Début octobre, ce sont les enseignants d'un collège qui sont passés aux actes, pour faire disparaître ce genre de souillures sur les murs de leur établissement.

- A **ALES** (30) aussi, des barbouillages racistes, et même ouvertement nazis, s'étaient sur les murs. Le MRAP, avec une vingtaine d'organisations, a diffusé un communiqué se référant aux réalités locales: "Au moment où le bassin minier était florissant, la nation française a fait venir des travailleurs

étrangers. Polonais, Italiens, Espagnols, Portugais, Algériens et bien d'autres ont contribué par leur travail et même leur sang à la richesse de notre région. Au fond de la mine, tout le monde était noir et solidaire. Alors que la situation alsacienne nécessite union et solidarité, des démagogues tentent de semer la haine et la division entre les communautés".

- A **NEVERS** (58), pour répondre à la venue de Le Pen, soirée organisée le 15 novembre par le jeune comité du MRAP, soutenu par une quinzaine d'associations locales, avec débats, stands, exposition, spectacles...et restauration.

- A **FREJUS** (83), la municipalité dirigée par M. Léotard, président du P.R., a refusé l'organisation d'une "fête inter-nations" par le Centre d'études et de recherches de création artistique, le MRAP et d'autres associations.

Amiens, Strasbourg, Dijon :

Les procès perdus du Front national

AMIENS: LE PEN PERD SON PROCES CONTRE LE MRAP.

Il n'est pas diffamatoire d'écrire que les propos tenus par J.M. Le Pen sont "en permanence une incitation au racisme, à l'antisémitisme et au nazisme": c'est ce qu'a confirmé, le 28 octobre, la Cour d'Appel d'Amiens appelée à se prononcer sur la plainte déposée par Le Pen contre Jean-Pierre Garcia, responsable du MRAP à Amiens.

Elle reprend ainsi les conclusions du Tribunal Correctionnel d'Amiens qui, en première instance, le 31 octobre 1984, avait déjà débouté Le Pen (cf. D.L. novembre 1984).

Le brevet d'honorabilité que cherche à se faire décerner le leader du Front National par son "tour de France des juridictions" commencerait-il à s'effriter?

CONDAMNATION DU SECRETAIRE DU FRONT NATIONAL EN COTE D'OR...

M. Jaboulet-Verchère, directeur de publication des "Nouvelles de Bourgogne" et secrétaire départemental du Front National dans la Côte d'Or, comparaisait devant le Tribunal Correctionnel de Dijon, sur plainte du MRAP, pour provocation à la discrimination et diffamation raciste à la suite de la parution, en janvier et février dernier, d'un article reprenant le

thème du danger de l'"invasion" des immigrés sur notre sol.

Il a été condamné à verser 4.000 Frs d'amende et 1 F de dommages-intérêts au MRAP, partie civile.

M. Jaboulet-Verchère, candidat du Front National aux prochaines législatives, a fait appel.

... ET DANS LE HAUT-RHIN

Poursuivi par le MRAP et la Ligue des Droits de l'Homme, M. Robert Spieler, "tête de liste" du Front National dans le Bas-Rhin, a été condamné en juillet dernier par le Tribunal correctionnel de Strasbourg à 10.000 Frs d'amende et 7.000 Frs de dommages et intérêts. Candidat aux élections cantonales en mars dernier, il avait diffusé des tracts, affiches et journaux dans lesquels il écrivait: "Il y a trop d'immigrés à Strasbourg (...) leur présence menace notre sécurité (...). Il est inacceptable que notre existence même, en tant qu'Alsaciens, Français et Européens, soit menacée pour la première fois de notre histoire".

Après ces trois procès perdus, parmi les plus récents, M. Le Pen continuera-t-il à soutenir que les tribunaux n'ont jamais condamné le racisme du Front National?

● Réclusion à perpétuité pour l'assassin de deux Turcs

Pour la première fois, le MRAP partie civile en Cour d'Assises

Frédéric Boulay, qui se déclarait investi d'une mission: supprimer les étrangers, a été jugé par la Cour d'Assises de Loire Atlantique pour avoir, le 11 novembre 1984, froidement abattu deux clients d'un salon de thé où se réunissait la communauté turque de Chateaubriant.

Le MRAP était partie civile dans ce procès du racisme, en application de la nouvelle loi du 3 janvier 1985 qui permet aux associations de se constituer partie civile dans des affaires de violences racistes. Le meurtrier a été condamné à la réclusion à perpétuité le 25 septembre 1985.

Aller au fond des choses

(suite de la page 1)

Les visages de l'antiracisme

Ils sont aussi, heureusement, multiples. Ils sont parvenus, le 15 novembre à proférer une parole commune unissant les Eglises au Grand Orient, en passant par la LICRA, la LDH et le MRAP!

Mais d'autres fois, malheureusement, ils se traduisent en initiatives qui manquent de "convergence":

- Deux manifestations contre l'apartheid le 26 septembre et encore le 17 octobre.
- Deux "Marches" qui risquent de se trouver concurrentes, l'une lancée par le Collectif des Jeunes pour l'Egalité des Droits, l'autre par SOS-Racisme.

Le MRAP n'est ni arbitre, ni spectateur. Il doit "marcher" avec les autres, mais aussi développer sa propre action. Les instances nationales, appuyées par les commissions, font connaître leur analyse et les orientations globales. Ensuite... la balle aux fédérations et comités - majeurs et responsables - qui analysent **sur le terrain** et adaptent l'action aux conditions concrètes dans le département, la commune, les quartiers.

L'implantation à la base, et spécialement avec les jeunes, voilà - avec la formation des militants - la priorité des priorités. Seul moyen de passer du discours à l'action, du ponctuel au durable, de la lutte "contre" à la lutte "pour" créer des conditions favorables au **"Vivre ensemble"**. B.B.

● **Affaire Barbie**

La Chambre d'Accusation de la Cour d'Appel de Lyon, saisie en appel par plusieurs associations, dont le MRAP, de l'ordonnance rendue par le juge d'instruction Riss (voir D.L. septembre 1985), a confirmé cette ordonnance en ce qui concerne la prescription de certains crimes qui auraient dû, selon les parties civiles, être considérés comme crimes contre l'humanité, donc imprescriptibles (4 octobre 1985). Le MRAP s'est pourvu en Cassation.

● **Paris : le maire du 19^e débouté**

M. Féron, maire du 19^eme arrondissement de Paris, a été débouté par la 17^e Chambre Correctionnelle de Paris, le 6 novembre, d'une plainte en diffamation contre Roland Mérieux, président du comité local du MRAP dans cet arrondissement.

Roland Mérieux, par une lettre ouverte diffusée en février dernier, avait reproché à M. Féron sa "neutralité bienveillante" à l'égard de membres de l'extrême-droite, responsables de provocations ayant entraîné des heurts sur le marché de la Place des Fêtes.

A la suite de ces provocations, le MRAP avait signalé les incidents à la mairie et lui avait demandé d'intervenir.

M. Féron, pour toute réponse, avait recommandé "la plus grande réserve" devant les "provocations de toutes origines" ayant généré les incidents...

● **Bavure dans le 20^e**

Pas de chance pour les policiers du 20^eme arrondissement de Paris, qui ont tabassé Mustapha Kinana dans la nuit du 9 au 10 novembre: enseignant dans un LEP de Montreuil, propriétaire de la voiture neuve qu'on l'avait accusé d'avoir volée, il n'a pas l'intention de se laisser faire et dépose plainte contre ses tortionnaires. Le MRAP sera à ses côtés.

Appel commun à la fraternité

La société française est confrontée à un problème d'accueil de populations étrangères et de communautés culturelles et religieuses.

Des moeurs, des cultures, des croyances de diverses origines souhaitent s'affirmer et coexister dans le concert national, sans perdre de leur spécificité.

Une partie du corps social national réagit par des réflexes de peur et d'intolérance se traduisant soit par un rejet, soit par une exigence d'assimilation totale. Ces attitudes sont génératrices d'incompréhension, de haine et trop souvent de violence meurtrière.

L'effacement du souvenir des catastrophes suscitées par le nazisme et les difficultés sociales et économiques traversées par notre société ont libéré un discours qui a amplifié et banalisé le racisme.

Des idéologies extrémistes discriminatoires trouvent une emprise chaque jour plus grande dans notre pays.

Les organisations et associations humanitaires suivantes:

Droit de l'Homme et Solidarité,

Droit Humain,

Grande Loge de France,

Grande Loge Traditionnelle et Symbolique,

Grand Orient de France,

Grande Loge Féminine de France,

Ligue des Droits de l'Homme (L.D.H.),

Ligue Internationale Contre le

Racisme et l'Antisémitisme (LICRA),

Mouvement contre le Racisme et pour

l'Amitié entre les Peuples (MRAP),

se sont rassemblées pour faire face à cette évolution dangereuse et lancer un appel à toute la population.

Le Conseil Permanent de l'Episcopat,

Le Conseil de la Fédération Protestante,

Le Comité Inter-Episcopal Orthodoxe,

Le Conseil Supérieur Rabbiniq ue,

La Grande Mosquée de Paris,

qui avaient déjà fait en Mars 1984 une "déclaration commune contre le racisme et pour le pluralisme de la société", ont jugé bon de s'associer à cet appel.

Ils estiment que certaines manifestations d'intolérance dans la société française sont suffisamment graves pour que, par delà leurs différences d'approche, ils unissent pour la première fois leurs voix et leurs efforts.

Ensemble, ils déclarent qu'il est urgent de :

- . **Affirmer le respect de l'autre;**
- . **Se solidariser avec les personnes et les minorités victimes de discrimination, leur reconnaître les mêmes droits à la justice, à la liberté et à l'égalité;**
- . **Vivre ensemble dans la tolérance des différences et l'enrichissement mutuel pour une société meilleure de laquelle les immigrés ne sauraient être exclus.**

15 novembre 1985

Pour une action continue en profondeur

Des clubs dans les lycées et collèges

Les enfants ne naissent pas racistes, ils le deviennent. C'est pourquoi le MRAP a toujours accordé, dans son action, une place importante à l'École, comme lieu d'éducation à la fraternité et d'amitié entre les peuples.

Il est important, dès la rentrée scolaire, que les Comités locaux ou les adhérents isolés proposent - de la maternelle au lycée - un certain nombre d'animations (en plus des interventions habituelles):

. Faire en sorte que tous les parents jouent leur rôle de parents d'élèves, en liaison avec les associations de parents.

. Les enfants, notamment à l'école maternelle et primaire, peuvent permettre aux parents de se rencontrer, aux mères de famille étrangères de ne pas rester isolées. L'école peut contribuer à une meilleure insertion de certains parents dans le quartier et/ou la ville.

. Proposer des PAE (Projets d'Action Educative) en liaison avec les enseignants et le Conseil d'école:

- dès la maternelle: des ateliers sonores éduquant les tout-petits aux sons, aux langues avec l'aide des mamans (chants, histoires, etc.); travail sur des contes, sur les jeux, les chants de différents pays.

- de l'école primaire au lycée: enquêtes (sur l'habitat, le travail, la famille, l'arrivée dans la ville, etc.). Expositions sur le nazisme (avec le procès Barbie), les Tsiganes et Gens du Voyage, les DOM-TOM... Etude de films étrangers (rythme, conception du film, public, mode de vie...). Activités dramatiques, poétiques. Calligraphie et écritures. Mise en place d'une bibliothèque interculturelle (avec des livres en langues différentes?). Relations avec d'autres écoles (dans la ville ou de pays différents). Fêtes et sorties. Le

tout avec des intervenants extérieurs et la participation des parents.

. Intervenir dans les ZEP (Zones d'Education Prioritaire) pour s'informer des actions réalisées et rechercher des solutions, comparer les résultats, s'opposer à l'idée que les enfants d'immigrés font baisser le niveau, alors qu'avec des moyens nouveaux, une conception pédagogique différente, l'ouverture de l'école sur la ville et sur le monde, ils sont un enrichissement.

BOUILLON DE CULTURES

Souvent, des établissements scolaires demandent au MRAP d'intervenir dans une classe ou lors d'un débat. C'est bien, mais nettement insuffisant. Attention à l'intervention annuelle qui "donne bonne conscience"...et à l'année prochaine! Nous connaissons les limites du discours et du débat.

. Il faut qu'à l'école, élèves, enseignants, parents, agents de cantine, etc. agissent ensemble sur la vie quotidienne des établissements (cantine, récréation, foyer socio-éducatif...) pour résoudre les situations génératrices de racisme, débusquer les attitudes racistes banalisées. "Vivre ensemble avec nos différences", cela suppose des lieux et des horaires permettant les rencontres et les échanges, la connaissance et la reconnaissance de l'Autre.

Gare aux "turbo-profs", aux journées continues: on "prend" ses 8 ou 10 heures, on pointe, plus personne ne se connaît! Quelles possibilités d'éducation, d'épanouissement? Chacun devient "étranger", tout se dégrade y compris le cadre dont personne ne se sent responsable. L'impression d'isolement et d'insécurité grandit.

Les Clubs MRAP, ou "Bouillon de cultures", ou "Différences", aident à maintenir et à développer le tissu social si important pour des adolescents tournés vers les autres, en principe.

*Pour vous, pour les bibliothèques,
les CDI, les écoles, les associations*

LES DOSSIERS-POCHETTES DU MRAP...

- Le racisme, vous connaissez?
- P.A.E., rencontres de cultures.
- L'abolition de l'esclavage.
- Les Indiens d'Amérique.

En préparation: "L'apartheid".

Chaque pochette (30 Frs) est conçue avec un souci pédagogique.

... ET DIFFÉRENCES

Avec ses pages d'actualité (Point chaud, Rencontres, Préjugés, Radio-Trottoir), son dossier, ses rubriques Cultures (L'évènement, Tendances) et Découverte (Réflexion, Histoire) DIFFERENCES est un instrument pédagogique indispensable.

Le numéro: 15 Frs. Abonnement: 1 an: 160 Frs; 6 mois: 90 Frs.
Specimen gratuit sur demande: 89 rue Oberkampf, 75011 PARIS.

. 14 Clubs de ce genre existent dans le Val-de-Marne, regroupant près de 500 jeunes qui agissent de façon continue, prennent conscience de leur identité dans la relation aux autres. Ils proposent par exemple des analyses sur la façon dont différents journaux ont rendu compte d'un phénomène ou d'un fait divers, des montages audio-visuels, ou, comme au Collège Jules Vallès à Vitry, une pièce de théâtre faite par 29 élèves de Troisième sur l'Afrique du Sud à partir de romans de Brinks.

D'autres tiennent une "permanence" comme au Lycée de Ville-neuve-Le-Roi qui va projeter "Amok" en video-cassette. A partir des "Journées Cinématographiques du Val-de-Marne" sur le Cinéma des Indes, trois professeurs de Collège ont engagé un travail sur plusieurs mois avec des élèves, en favorisant le travail autonome. Des débats sur le droit de vote ont lieu, ainsi que des actions avec MRAP-Solidarité contre l'apartheid.

Il importe que ces Clubs échangent entre eux: ils peuvent ainsi faire connaître leur démarche à d'autres; cela évite l'isolement en élargissant le public. Des liens privilégiés existent avec les comités locaux, sans confusion: ces clubs sont autonomes, n'ont pas pour but d'être des annexes du MRAP, mais permettent aux comités d'agir avec les jeunes de façon plus efficace. Chaque Club est adhérent (1 adhésion) au MRAP et abonné à "Différences".

VOS SUGGESTIONS ET EXPERIENCES...

Quelques remarques pour terminer:

. Ces Clubs permettent un décloisonnement entre les classes et les établissements, tout en incitant les élèves à agir sur leur milieu. On passe d'un sentiment d'identité harmonieuse, une, figée, naturelle, à un sentiment d'identité contradictoire plurielle, dynamique, sociale.

. Très souvent, en partant d'une culture différente, on est amené à analyser sa propre culture, ses conditionnements: on passe d'une attitude d'appréhension de l'autre à une attitude d'interrogation sur soi. La (ou les) culture(s) française(s) ne sont pas oubliées.

. C'est dans l'action, par la pratique que l'on prend conscience des causes et du rôle du racisme. Agir pour plus de fraternité et d'échanges dans une société en crise, c'est aussi espérer, ne pas se résigner. Voilà pourquoi tant d'établissements scolaires peuvent accueillir un Club. En une semaine, le Lycée Claude Monet (Paris-13ème) et celui de Dugny (93) ont avancé dans ce sens.

Adressez vos suggestions, des compte-rendus d'expériences, des projets, des demandes, à la Commission Education du MRAP.

Gérard COULON

Lot-et-Garonne

Un concours de poésies et un livre

Le comité du MRAP d'Agen proposait, fin 83, un concours de poésies et de dessins aux établissements scolaires du Lot-et-Garonne, par l'intermédiaire de l'Inspection académique, et à l'ensemble de la population, sous le patronage du journal "Le Petit Bleu". Quelques mois plus tard, le jury, animé, entre autres, par notre ami Jean Cussat-Blanc, désignait les lauréats parmi les auteurs des 200 poèmes reçus, âgés de 7 à 77 ans. Le 18 avril 1984, au foyer du Théâtre d'Agen, le président de la Fédération départementale, Me Alain Miranda, remettait les prix en présence d'une foule joyeuse.

Aujourd'hui, un choix élargi de poèmes et de dessins sont réunis dans une très belle plaquette, dédiée à Habib Grimzi, le jeune Algérien tué dans le train Bordeaux-Vintimille, et au peuple d'Afrique du Sud.

Ce recueil: "**Vivre ensemble avec nos différences**", est à demander au Comité du MRAP, 56 rue Denis Papin, 47000 Agen. L'exemplaire: 35 Frs. (Comités locaux: 30 Frs).

Le rendez-vous manqué de Saint-Avold

Peu après le scandale de Bitburg, des anciens combattants américains ont décidé de rencontrer en toute fraternité les survivants de la 6e division SS de chasseurs alpins. Le lieu prévu était la petite ville de Saint-Avold (Moselle) où se trouve un important cimetière militaire américain.

Le comité local du MRAP, nouvellement créé, a mené une action vigoureuse, en liaison avec la communauté juive et diverses associations, contre cette nouvelle tentative de banaliser le nazisme.

Le 23 septembre, une cinquan-

taine d'Américains sont venus se recueillir au cimetière, le matin, mais sans les SS, qu'ils avaient préalablement rencontrés en RFA. L'après-midi, quelque 400 personnes à l'appel des associations et mouvements de Saint-Avold ont participé à une cérémonie contre l'oubli des crimes hitlériens.

CROIX GAMMEES, GARE SAINT-LAZARE.

Quatre jeunes gens bottés, crâne rasé, arborant des brassards à croix gammée, qui déambulaient gare Saint-Lazare, à Paris, se sont

attaqués, le 13 septembre, à un groupe d'adolescents juifs se trouvant au buffet, reconnaissables à la calotte traditionnelle couvrant leur tête. Des consommateurs antillais et maghrébins sont intervenus, et l'un des agresseurs a été blessé. C'est alors seulement que des policiers sont apparus et ont emmené ce dernier pour le protéger. Le MRAP s'est adressé au ministre de l'Intérieur pour demander des précisions sur l'identité de ce nazi, le groupe auquel il appartient, et les mesures prises contre celui-ci.

Après l'assassinat de Benjamin Moloïsé

Plus que jamais, sanctions contre l'Afrique du Sud

Le 13 novembre à l'Assemblée Nationale, le Premier Ministre a recommandé le non-renouvellement des contrats d'importation de charbon sud-africain arrivant à échéance le 31 décembre prochain. Selon les informations recueillies, il s'agit essentiellement du contrat de l'EDF qui serait non pas totalement annulé, mais sensiblement réduit, et de celui de CDF-Energie. Cette mesure correspond à la baisse d'activité en France des centrales thermiques, remplacées progressivement par les centrales nucléaires. Les importations d'Afrique du Sud se poursuivent pour la sidérurgie, les cimenteries, etc. par l'intermédiaire de l'ATIC (Association Technique de l'Importation Charbonnière).

Le MRAP estime qu'il s'agit là, pour la première fois, d'une sanction significative de la France à l'encontre du pays de l'apartheid. Il a demandé à rencontrer le président de l'ATIC, M. Hubert Dubedout, pour obtenir des précisions lui permettant d'en apprécier la portée.

Côté sud-africain, il semble que ce premier pas ne soit pas encore de nature à ébranler la morgue des dirigeants de Pretoria. Leurs exportations de charbon diminueront, dit-on, de 3 %.

Dans les domaines militaire et industriel, le soutien de la France au système d'apartheid reste considérable: livraison de pétrole, de pièces détachées pour les armements, de technologies de pointe, licences de fabrication, maintien des filiales de sociétés françaises (nationalisées ou non), investissant sur place leurs bénéfices, et surtout développement de l'équipement nucléaire, en échange d'importations d'uranium et de divers métaux précieux (or, platine, argent, palladium) qui pourraient être achetés ailleurs.

CHARBON: UNE LARGE MOBILISATION

La mesure prise fait suite à la grande campagne menée depuis cet été pour des sanctions, où le MRAP a joué un rôle actif.

Rappelons, pour ce qui est du charbon, la manifestation du 27 août à Paris, sous l'égide des Rencontres Nationales contre l'apartheid (où le MRAP est partie prenante), du siège de l'ATIC au Parvis des Droits de l'Homme et des Libertés: avec ses cinq à six mille participants (malgré les vacances) ce fut l'une des plus importantes démonstrations contre l'apartheid qui se soit déroulée en France. Des manifestations semblables avaient eu lieu le même jour au Havre, à Rouen, Dijon, Grenoble, Toulouse,

Nice, Boulogne-sur-Mer. Elles succédaient à plusieurs autres, en juillet et août, contre la répression de plus en plus violente en Afrique du Sud.

Depuis, à toute occasion, le non-renouvellement des contrats charbonniers a été réclamé dans la rue, dans des tracts, des réunions publiques, des conférences de presse. La CGT a pris des initiatives spectaculaires: occupation de navires transportant du charbon sud-africain au Havre et à Fos; ce même combustible répandu devant des préfectures ou brûlé dans maintes manifestations. Cette mobilisation se relie à l'exigence de l'exploitation du charbon français, alors que tant de mines sont fermées.

LES ANTIRACISTES DANS LA RUE

"Pas un sou pour l'apartheid!"... La campagne du MRAP pour le boycott des produits sud-africains (1) connaît depuis septembre un impressionnant succès, de même que son badge "Apartheid Stop". Cet appel à l'action individuelle et quotidienne va de pair avec la pression pour obtenir des sanctions efficaces du gouvernement.

Pendant plus de deux mois, les manifestations de rues se sont multipliées, appelées par le MRAP et des associations aux conceptions parfois différentes. Partout, le MRAP était présent, très souvent l'initiateur.

Citons par exemple les deux manifestations de Paris le 26 septembre, l'une de la place Saint-Sulpice à l'ambassade d'Afrique du Sud, l'autre de l'ambassade à Matignon. Deux manifestations également à Lyon, le 26 septembre et le 3 octobre. Deux, mais se suivant, et bientôt mêlées, à Tours, le 26 septembre.

A Nantes, le 17 septembre, le MRAP appelle à un défilé et un meeting, place du Commerce, avec le Comité de soutien à la lutte des peuples d'Afrique du Sud et de Namibie. De nombreuses organisations apportent leur concours. Les prises de paroles sont précédées par le spectacle d'un groupe musical africain. A Montpellier, c'est le problème du charbon qui est au coeur de la manifestation du 29 septembre, avec la C.G.T.

A Lille, pour les dix jours contre l'apartheid, 25 organisations s'associent au MRAP et à la Ligue des Droits de l'Homme: plus de 1.000 personnes défilent de la Grand'Place au consulat d'Afrique du Sud, le 2 octobre; une soirée-débat a lieu avec Dulcie September, représentante en France de l'African National Congress, le 8, au grand amphithéâtre du CRDP; et le samedi 12, sur la place Rihour, ce sont six heures d'animation, avec stands et interventions.

JOURNEE INTERNATIONALE DE SOLIDARITE

Cette dernière initiative s'inscrivait dans le cadre de la Journée internationale de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud proclamée par l'ONU et qui a connu en France une ampleur sans précédent.

Dès le 11 octobre, à **Paris**, c'étaient les six heures de l'apartheid, à l'initiative des Rencontres nationales. Le quai d'Orsay était barré, à hauteur de l'ambassade d'Afrique du Sud, par un podium où se sont produits, de 17 à 23 heures, des chanteurs et comédiens, et où les représentants des organisations participantes ont pris la parole. George Pau-Langevin, présidente du MRAP, fut la première à intervenir. Le stand de notre Mouvement, parmi les autres, a connu une grande affluence.

Le même jour, rassemblements à **Albi**, place du Vigan, appelé par affiches, avec musiques, panneaux d'information, tracts, intervention de Xavier Schapiro, président de notre fédération du Tarn; à **Reims**, devant le Palais de Justice, avec une dizaine d'organisations; à **Grenoble**, place Hoche, avec décoration réalisée par des plasticiens, concert, spectacles pendant trois heures, à l'appel de nombreuses associations; à **Lyon**, place Bellecour, avec exposition de panneaux; à **Dijon**, avec 21 associations qui ont rebaptisé momentanément la place de la Libération du nom de Nelson Mandela: textes lus par des comédiens, motions adressées au gouvernement français et à l'ambassade d'Afrique du Sud; à **Dunkerque**; à **Poitiers**, place Leclerc, où Gisèle Jean, présidente de la fédération de la Vienne, a appelé au boycott des produits sud-africains dans les cantines des écoles et des entreprises, à l'information dans les établissements scolaires, à la collecte pour l'aide médicale aux réfugiés d'Afrique du Sud.

Ailleurs, la célébration de la Journée de solidarité a pris d'autres formes. A **Nancy**, soirée avec films, trois groupes musicaux, témoignages et déclarations. A **Bègles** (33), toute une journée avec films, expositions, spectacles, activités sportives et débats. A **Lunel** (34), présentation de panneaux et pétitions sur le marché (13 octobre). A **Nice**, la mairie a été harcelée d'appels téléphoniques demandant l'annulation du jumelage avec Le Cap, et une "chaîne" de lettres a été lancée, chaque correspondant devant en susciter trois autres.

BENJAMIN MOLOISE

Nouveau temps fort de l'action lors de l'exécution à Pretoria du jeune militant Benjamin Moloisé, pour un crime qu'il n'a pas commis, mais qu'il avait décidé de revendiquer par solidarité avec l'ANC. Le 17 octobre, veille de sa pendaison,

plusieurs milliers de Parisiens manifestent, et le MRAP prend part aux différents cortèges. Une délégation du MRAP, de l'AFASPA et des Rencontres nationales contre l'apartheid est longuement reçue au ministère des Relations Extérieures. Manifestations également, le soir à **Rennes**, où, dans l'après-midi, 400 lycéens avaient défilé dans les rues.

Le 18, jour du crime, l'Assemblée Nationale suspend ses travaux pendant cinq minutes, en signe de deuil, sur proposition du Groupe communiste. Le président de la Commission des Affaires Etrangères, M. Claude Estier, déclare: "Cela devrait pousser à aller plus loin dans les mesures à l'encontre de l'Afrique du Sud". M. Laurent Fabius observe une minute de silence devant l'ambassade sud-africaine. M. Leopold Sedar Senghor lit, à TF1, le dernier message de Benjamin Moloisé.

Manifestation à **Grenoble**, où une stèle commémorant la Résistance est fleurie; à **Nancy**, où se déroule une marche silencieuse aux flambeaux; à **Limoges**, où le Festival de la Francophonie adresse un message de protestation à Botha. La fédération du MRAP de **Corse-du-Sud** lance un appel au renforcement du boycott quotidien des produits de l'apartheid.

A **Marseille**, dès le matin, des militants du MRAP, du Groupe Afrique et du Collectif Anti-Apartheid avaient occupé pendant une demi-heure le consulat d'Afrique du Sud et inscrit sur le devant de l'immeuble: "Botha assassin".

KYALAMI

La place nous manque pour énumérer les initiatives, souvent originales, des comités et fédérations au cours des trois derniers mois, traduisant la vigilance et la combativité du MRAP contre l'apartheid. Nous y reviendrons dans nos prochains numéros.

Signalons enfin les interventions répétées du MRAP pour tenter d'empêcher le scandale de la course de Kyalami, le lendemain même de l'exécution de Benjamin Moloisé. C'est seulement le 23 octobre que les Fédérations internationales de Sport automobile et motocycliste ont annoncé l'annulation de leurs épreuves d'Afrique du Sud en 1986. Mieux vaut tard que jamais!

(1) A noter que la société Pampryl nous a fait savoir qu'elle n'utilise plus depuis plusieurs années de fruits d'Afrique du Sud pour la fabrication de ses produits. Le tract a été modifié sur ce point.

Rencontre à Paris avec M. Zamiatine porte-parole de M. Mikhaïl Gorbatchev

VERS UNE TABLE RONDE

Pendant le séjour à Paris de M. Gorbatchev, le 4 octobre dernier, le MRAP a rendu public le communiqué suivant:

"Suite à la demande du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) adressée à M. Gorbatchev, ses dirigeants ont été reçus, au nom du Secrétaire Général du PCUS, par M. Leonid Zamiatine, ambassadeur, chef du département des informations internationales du Comité Central du PCUS.

"La délégation du MRAP était composée de George Pau-Langevin et Charles Palant, membres de la présidence, d'Albert Lévy, secrétaire général, et Marie-Claude Lerner, membre du Bureau national.

"Un échange de vues prolongé a eu lieu sur les diverses préoccupations exprimées par le MRAP: les conditions dans lesquelles s'exercent les activités religieuses et culturelles des citoyens juifs en Union Soviétique; les difficultés rencontrées par ceux qui manifestent le désir d'émigrer vers Israël; certaines formes choquantes que prend parfois la lutte contre l'idéologie sioniste.

"M. Leonid Zamiatine a accepté le principe d'une table ronde consacrée à ces questions proposée par le MRAP sous l'égide de sa revue Différences.

"M. Zamiatine a affirmé que seraient examinés avec la plus sérieuse attention les cas de candidats à l'émigration qui ont été soumis à M. Gorbatchev, à l'exclusion des personnes ayant fait l'objet de condamnations par les tribunaux soviétiques.

"La délégation du MRAP a cependant exprimé le souhait que le sort de ces dernières puisse donner lieu à des mesures humanitaires.

"Le MRAP estime que la prise en compte de ces préoccupations contribuerait à une meilleure compréhension mutuelle, facteur de paix et de l'amitié entre nos peuples, forgée naguère dans le sacrifice et les combats communs contre la barbarie raciste hitlérienne".

FAITS ET INTERROGATIONS

CULTURE YIDDISH

Après les persécutions du régime tsariste, la Révolution de 1917 a libéré les Juifs, en leur accordant les droits de tous les citoyens, en même temps qu'était instituée la "nationalité juive".

La culture yiddish en URSS a régressé sous l'effet de trois facteurs: le déplacement des Juifs hors des régions où ils étaient rassemblés, vers les centres urbains, où ils se sont dispersés et intégrés aux populations locales; la guerre de 1939-45, au cours de laquelle une moitié des Juifs soviétiques a été anéantie par les nazis, alors que beaucoup d'autres ont gagné, au moins pour un temps, des régions lointaines; la représen-

sion contre le "nationalisme bourgeois" qui s'est traduite par l'emprisonnement, voire l'exécution, de plusieurs intellectuels juifs en 1936-37 et en 1948-52.

M. Zamiatine a fait état, des données suivantes: 20 % des juifs (les plus âgés) déclarent le yiddish comme leur langue maternelle; il existe un Théâtre musical juif, qui fait des tournées; le mensuel culturel "Sovietische Heimland", en yiddish, publie des cours d'apprentissage de cette langue; un dictionnaire russo-yiddish a été tiré en 1984 à 20.000 exemplaires; 33 livres en yiddish ont paru en quelques années; les oeuvres des grands écrivains juifs sont traduites dans les langues de l'URSS.

RELIGION JUIVE

Une centaine de synagogues existent en URSS, répondant, selon

M. Zamiatine, aux besoins des fidèles: aliments "cacher", objets du culte, fabriqués en URSS ou importés. A Moscou fonctionne une "yechiva" (école religieuse) pour la formation du clergé, qui peut se perfectionner dans un séminaire de plus haut niveau, en Hongrie. L'hébreu est enseigné dans trois universités (Moscou, Leningrad, Tbilissi).

Cependant, certains Juifs se plaignent notamment de ne pouvoir apprendre ou enseigner l'hébreu.

DENONCIATION DU SIONISME

Des articles, brochures, émissions attribuent une place démesurée au sionisme dans la vie internationale, l'assimilent au nazisme et accusent les sionistes d'avoir été complices, voire responsables du génocide hitlérien. Parfois, la confusion se crée dans les termes entre "juifs" et "sionistes", alors que sont attribués aux seconds des méfaits dont on a accusé longtemps les premiers: conspiration mondiale, domination financière et politique, bellicisme, etc.

Le porte-parole soviétique s'est vivement inscrit en faux contre ces observations présentées par la délégation du MRAP.

"REFUZNIKS"

Certains "refuzniks" (Juifs désireux de quitter l'URSS et qui n'en ont pas obtenu l'autorisation), marginalisés, commettent des délits, selon la loi soviétique et sont condamnés.

M. Zamiatine a indiqué que 270.000 Juifs ont émigré d'Union Soviétique en 10 ans, dans le cadre du regroupement des familles. 2 % des demandes de visas ont été rejetées, surtout pour des candidats en possession de "secrets d'Etat" de par leurs fonctions; après 5 ou 10 ans, ces mesures peuvent être révisées. Les condamnés sont au nombre d'une vingtaine.

Sur quelques points chauds du monde

Rapport de la Commission internationale

Nous terminerons ici la publication des documents adoptés au Congrès du MRAP, à Pantin, en juin dernier (1). Ce rapport de la **Commission Internationale**, de caractère général, présenté par Anne-Marie Dumas, complète celui relatif à l'**apartheid**, que nous avons reproduit dans notre précédent numéro.

(1) Voir **Droit et Liberté** de juin-juillet et de septembre 1985.

Une soixantaine de participants, dont un certain nombre de représentants d'associations amies: ANC, SWAPO, Union des Travailleurs de Turquie, l'ACTIF, les Travailleurs Kurdes, le Mouvement pour la création des Etats-Unis d'Afrique...

La réflexion a porté d'entrée sur l'action et l'étendue du domaine d'activité du MRAP sur le plan international; puis sur les situations ou les questions jugées les plus importantes au niveau international: racisme et discrimination dont sont victimes les Indiens des trois Amériques: du Nord, Centrale et du Sud, Noirs aux Etats-Unis, mais aussi les autres minorités peuplant ce pays: mexicaine, porto-ricaine, haïtienne...; Nouvelle-Calédonie; Palestiniens des territoires occupés; situation aujourd'hui au Liban, et apartheid.

Beaucoup d'autres sujets n'ont pu être évoqués faute de temps, certains ont été discutés hors commission...

Enfin, quelques grands axes d'action ont été proposés à la commission Relations Internationales du MRAP et aux commissions spécialisées: Amériques, apartheid...

I - L'ACTION DU MRAP SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Très vite, certains militants de comités locaux ont abordé le sujet déjà discuté lors du dernier Congrès, à savoir la signification de l'engagement anti-raciste au plan international: lutte contre le racisme, amitié entre les peuples et compréhension de la définition de l'action telle qu'elle ressort des statuts du

Mouvement, spécialement les 3 alinéas de l'article 3.

Si la première partie de l'énoncé, c'est-à-dire la référence à toute discrimination raciale ne pose pas de problème majeur, la deuxième partie "amitié entre les peuples" interroge quelques militants: jusqu'où aller ou jusqu'où ne pas aller trop loin et risquer de ne plus réunir autour du MRAP, autour des comités locaux, l'ensemble des motivations qui ont fait et font le principe même de cette réunion de militants autour d'un projet commun: la lutte contre le racisme.

Il est question en l'espèce (voir statuts) de favoriser la connaissance mutuelle, la compréhension entre des personnes d'origines différentes.

A l'évidence, quand, dans un pays, l'affaire est liée à la discrimination raciale, le MRAP intervient ou essaie d'intervenir avec toutes ses forces, de tout son poids. Il le fait, pas toujours très bien, n'est pas toujours entendu - loin s'en faut - mais il le fait. Sur le plan de la compréhension mutuelle, de l'apprentissage de la connaissance des autres peuples, des autres cultures, le MRAP peut aussi, avec sa sensibilité, son esprit d'ouverture, favoriser les découvertes et les échanges. Il est possible - et on le fait - de s'intéresser à un pays, à ses habitants, à leur vie et à leurs coutumes, de discuter avec eux sans s'engager directement dans leurs luttes internes, politiques et sociales. Voilà l'opinion de la plus grande partie de la commission qui rappelle la résolu-

tion adoptée sur ce sujet lors du Congrès du MRAP les 8 et 9 mai 1982:

"Dès le départ de notre Mouvement, les mots "pour la paix" ont été ajoutés non comme un objectif différent, mais comme la face positive de notre combat; lutter contre les racismes, c'est travailler pour la paix. Les mots "amitié entre les peuples" substitués à celui de "paix" expriment notre idée de manière plus compréhensive encore, mais sans modifier notre caractère propre qui demeurerait essentiellement le soutien de tous les peuples opprimés sur une base raciste ou ethnoculturelle".

Enfin, l'attention a été portée sur trois écueils ou trois difficultés.

Au nom du respect des différences et non plus simplement au nom d'une prétendue supériorité raciale, on justifie la répression sur certains peuples: Afrique du Sud; on dévalorise d'autres peuples ou on exclut l'insertion de communautés étrangères: USA, extrême-droite en France... Il ne faut pas tomber dans le piège.

Un autre écueil, lié au concept de différence et de la revendication du droit à la différence: certaines pratiques ou coutumes propres à certains peuples: l'excision des petites filles, la situation des femmes dans certains pays.

La question est posée: comment adapter notre action, nos luttes et leurs modalités en prenant en compte des pratiques "culturelles" s'inscrivant dans l'histoire des peuples depuis des siècles? Dans cet esprit et sur la question de l'excision, par exemple, le travail d'information doit se faire auprès des communautés immigrées, auprès des associations de femmes immigrées.

Enfin, pour la Commission, il faut rappeler que le droit à la différence ne se justifie quelque part que dans la mesure

où il y a d'abord reconnaissance et mise en oeuvre du droit à l'égalité.

II - DES SITUATIONS QUI INTERROGENT LE MRAP

Dans le cadre des réflexions qui précèdent, la Commission a examiné tour à tour des situations qui, au niveau international, interrogent le Mouvement:

1.- La situation des non-Blancs en Afrique du Sud, la lutte contre l'apartheid, la situation en Namibie qui font l'objet d'un autre rapport étant donné l'importance de l'action et des engagements du Mouvement en ces domaines.

2.- Les Palestiniens, la situation dans les territoires occupés et la situation au Liban.

Au sein de la Commission, le consensus était total en ce qui concerne les droits légitimes du peuple palestinien à disposer d'un Etat indépendant avec des frontières reconnues par la Communauté internationale, sur le soutien des initiatives de paix mettant en oeuvre ce droit.

Total aussi, sur le respect des droits des autres peuples en présence, de vivre eux aussi en paix à l'intérieur de leurs propres frontières: peuple libanais, peuple israélien.

Il convient de suivre attentivement la situation faite aux Palestiniens dans les territoires occupés.

La question a été posée par une partie de la Commission: bien qu'il ne soit pas un organe politique qui se détermine en fonction de critères de parti, le MRAP soutient et reconnaît un certain nombre d'organes dirigeants représentatifs des peuples en lutte: ANC, FDU en Afrique du Sud, SWAPO en Namibie. Alors pourquoi le MRAP ne reconnaîtrait-il pas l'OLP comme partie prenante, puisque c'est l'organisation reconnue dont s'est dotée une majorité du peuple palestinien?

. Sur la situation au Liban, le groupe approuve le communiqué rédigé par la Commission Relations Internationales du MRAP,

soutient la proposition d'une collecte au Congrès pour l'aide alimentaire et médicale aux victimes palestiniennes et libanaises de l'état de guerre sévissant et s'accroissant depuis quelques semaines à Beyrouth et dans les camps.

. Enfin, la Commission accepte la proposition du Congrès d'adresser un télégramme de soutien à la direction de l'OLP.

3.- Nouvelle-Calédonie

Sur ce point, la Commission, dans sa quasi totalité, exprime son accord avec le rapport d'Albert Lévy, certains émettant quelques réserves en évoquant les droits des différentes minorités.

4.- Les Kurdes

Enfin, les représentants des associations présentes ont rappelé l'oppression subie par le peuple kurde tout spécialement en Turquie, mais aussi la séparation de ce peuple entre plusieurs Etats à l'encontre desquels les Kurdes engagent une lutte politique ou armée.

5.- Problèmes Nord-Sud

Pour terminer sur cette partie de la discussion, les formes de coopération entre les Etats ont été évoquées, en particulier entre les pays de la CEE et les pays africains.

Les modes de coopération bilatérale existant aujourd'hui entre la France et les Etats africains doivent cesser. Ils permettent à la France, comme d'ailleurs à d'autres pays européens, de maintenir leurs zones d'influence économique, culturelle et politique. Une autre forme de coopération entre pays du Nord et pays du Sud, entre pays dits riches et pays dits en voie de développement, doit être organisée pour un nouvel ordre économique mondial.

Reconsidérer l'aide et l'assistance économique internationale et ne plus envisager pour les Etats et les entreprises les investissements sous l'angle de la

11, 12, 13 décembre à Paris « L'arme à l'œil »

Le Théâtre Barkane l'Ange, composé de dix artistes, présente à Paris, pour la première fois, l'un de ses spectacles: musique, chants, danses stambali (Soudan) et "L'arme à l'œil", pièce sans paroles sur l'Afrique du Sud, le tout suivi de débats animés par le MRAP, le MAA et la CIMADE.

Trois représentations auront lieu les 11, 12 et 13 décembre à 19 heures, salle Martin Luther King, 32 rue Olivier Noyer, Paris-14ème (Métro: Plaisance). Prix des places: 50 Frs. Sandwiches, boissons, tables de documentation entre les deux parties.

création de nouveaux marchés ou de l'extension de ces mêmes marchés, ne plus voir les pays pauvres envoyer leur main-d'oeuvre, leurs forces vives - avec les pertes en résultant en capital humain: manuel, technique ou intellectuel - vers les pays du Nord pour aider à maintenir ou accélérer le développement économique de ces pays et à leur seul profit.

6.- Le racisme sur le continent américain.

Cela concerne tout le continent: depuis l'Alaska jusqu'à la Terre de Feu, mais plus spécifiquement: les Indiens d'Amérique du Nord, du Centre, du Sud. Ils sont tenus à l'écart de la vie politique, culturelle, économique et sociale dans presque tous les pays. Ils sont en butte aux discriminations et à la répression, à l'oubli parfois.

Dans certains pays, les populations indiennes, populations rurales, sont massacrées, livrées aux formes modernes de l'esclavage. Elles ont été victimes du génocide le plus terrible de l'histoire. Aujourd'hui, dans les mondes américain et sud-américain en crise, les minorités indiennes sont parmi les premières à souffrir.

. Aux USA, au Canada, les nations indiennes se battent pour être reconnues comme nations souveraines: respect des traités passés avec les gouvernements, reconnaissance de leurs droits culturels...

. En Amérique Latine: Colombie, Pérou, Bolivie, surgissent des initiatives sociales, politiques et culturelles originales, modes de lutte différents, parfois étrangers au monde dominant.

. Les Noirs américains: ceux-ci constituent la catégorie la plus défavorisée vivant aux USA, avec les immigrés mexicains, les Porto-ricains, les Haïtiens...

Ces minorités souffrent le plus fortement de la crise: le taux de chômage pour les Noirs est deux fois supérieur à celui des Blancs; à Harlem, le chômage des jeunes atteint 75 %...

Le MRAP entretient des contacts réguliers avec divers mouvements et associations de défense, de solidarité, contacts qu'il faut maintenir.

7.- Les Tamouls, spécialement les Tamouls en France: il faut intervenir pour leur accueil et insister pour la reconnaissance de leur statut de réfugiés politiques par l'OFPPA.

Ils ont quitté le Sri-Lanka car ils sont aujourd'hui dans l'impossibilité d'exercer leur activité agricole, commerciale ou libérale, parce que Tamouls, et pas seulement parce qu'ils sont engagés dans une lutte militaire ou politique contre le gouvernement cinghalais.

III - PROPOSITIONS D'ACTION

Celles-ci sont diverses et vraisemblablement non exhaustives:

. Assurer la participation du MRAP dans les assemblées et organismes internationaux qui lui sont ouverts par son statut d'ONG reconnue par l'ONU. Etudier les conditions juridiques de participation à d'autres instances: UNESCO, OMS, UNICEF, Conseil de l'Europe, pour pouvoir éventuellement y prendre position; affirmer

le rayonnement international du MRAP et en retour son rayonnement national.

. Etablir des relations, ou les développer dans bien des cas, avec des mouvements et Organisations Non Gouvernementales (ONG) dont les objectifs sont proches de ceux du MRAP, ceci pour des organisations françaises, mais aussi avec des mouvements étrangers pour répercuter en France les campagnes organisées à l'étranger: campagnes aux USA et en Europe en faveur de Leonard Peltier, Dennis Banks, par exemple.

. Pratiquer avec ces organisations des échanges de documentation, de presse, de livres...

. Assurer des contacts plus étroits entre les militants du MRAP et ces organisations, en mettant sur pied des rencontres. Ex: Cahier sur les ghettos et prisons d'Amérique fait avec des mouvements noirs antiracistes.

. Participation aux campagnes organisées en France par des associations et mouvements de solidarité avec des peuples en butte aux discriminations raciales: Noirs d'Afrique du Sud, Namibie, Kurdes, Palestiniens, dans les territoires occupés...et bien sûr par des organisations de travailleurs immigrés.

Mais aussi, que le MRAP prenne lui-même l'initiative de telles campagnes de solidarité selon les cas, seul, ou avec le soutien des associations concernées. Ex: journée des Indiens d'Amérique; Journée de la Terre pour les Palestiniens.

. Organiser des semaines, voire des mois d'action pour sensibiliser l'opinion.

Toutes ces propositions, enfin, ne seront réalisables et efficaces qu'avec une formation de cadres et militants aux questions étrangères. Il faut accentuer l'information par divers moyens du MRAP: rédaction de cahiers, de brochures, utilisation de **Droit et Liberté**, réédition et mise à jour des documents, insertion de ces thèmes dans les stages de formation.

Cela implique pour les militants une réelle discipline quant à l'utilisation des outils mis à leur disposition et une meilleure coordination entre les activités et les compétences en la matière des comités locaux et celle des commissions.

Il ne s'agit pas de faire des militants du MRAP des spécialistes de la géopolitique sur tous les points chauds du globe, mais de les mettre en situation d'utiliser au mieux les outils du Mouvement, de participer à la réalisation de ces outils pour leur permettre d'intervenir le plus efficacement possible.

**POUR AGIR
VOUS AUSSI
adhérez
faites adhérer
au MRAP**

Pour vos legs : MRAP-Solidarité

Des amis du MRAP, désireux de l'aider après leur décès, lui accordent parfois des legs. Mais le Mouvement, de par ses statuts d'organisation militante, n'est pas habilité à les recevoir.

Cependant, il est possible d'en faire bénéficier MRAP-SOLIDARITE, association fondée par le MRAP, et dont l'objectif est d'apporter une aide matérielle et morale aux victimes du racisme.

Ces derniers temps, MRAP-SOLIDARITE s'est surtout consacré à la

collecte de fonds, de médicaments, de matériel scolaire pour les réfugiés d'Afrique du Sud dans les pays limitrophes, dits "de la ligne de front". Par ailleurs, un soutien est prévu pour la défense des victimes de violences racistes en France (aide aux familles, interventions en Justice).

Les statuts de MRAP-SOLIDARITE lui permettent de recevoir dons et legs. C'est faire oeuvre utile que de lui donner les moyens de son action.

Le MRAP avec les Gens du Voyage

A AGEN

Le 7 septembre, les Gens du Voyage ne font pas la Une de la presse régionale, mais presque.. De gros titres: "Gens du Voyage, personne n'en veut!" ou bien: "Touche pas à Nepote" (nom d'une des familles menacées d'expulsion).

Soulignons que les articles ne sont pas défavorables aux Voyageurs. On ironiserait même plutôt sur le chassé-croisé auquel se livrent les municipalités: "Politique de l'autruche".

"Le Petit Bleu du Lot-et-Garonne" publie le communiqué du MRAP d'Agen. "La Dépêche" montre la photo de nos militants (venus prendre le café du matin avec les Voyageurs) avec la banderole du Mouvement, surmontée de cette autre: "Les Gens du Voyage doivent pouvoir vivre au pays".

Car ça fait treize ans qu'ils sont là, les Nepote, et dans une interview sympathique qui décrit leur vie, "Le Petit Bleu" conclut: "Treize ans pendant lesquels ils ont prouvé qu'ils savaient vivre en société tout en gardant leurs particularités". Bravo au comité d'Agen qui a travaillé avec: les Voyageurs eux-mêmes, un comité de quartier, le CRII (un Comité de quartier qui défend les Gens du Voyage, pas tellement habituel!...), l'Aumônier des Voyageurs, Max Lagrange.. Un maire propose que "dans chaque commune de l'agglomération agenaise soit prévu un emplacement équipé de six à huit caravanes... Ce n'est pas par un

coup de force ou un diktat que l'on règlera le problème..."

Puisse ce bon sens, ce sens humain, prévaloir.

DANS L'OISE

Le numéro de septembre de D.L. avait brièvement relaté un affrontement assez rude entre la municipalité de Verneuil-en-Halatte, qui avait organisé une marche contre les "nomades", et ceux-ci, résolus à ne pas se laisser impressionner et soutenus par des militants du MRAP du comité de Creil.

On avait même failli en venir aux mains, mais l'effet recherché était brisé.

Depuis, le comité de Creil a demandé audience à la municipalité de Verneuil. Une "réunion de travail" s'est tenue le 8 octobre en mairie. Des bennes à ordures vont être installées devant le campement, et il n'est plus question de marche d'intimidation; l'accès à la borne d'eau communale sera libre. "Mais les propos racistes et la peur de l'autre demeurent. Nous demeurerons vigilants", concluent nos camarades du comité, qui insistent aussi sur les contacts très amicaux établis avec les Gens du Voyage, fort sensibles à l'action menée à leurs côtés.

bref • en bref • en bref • en bref • en

LE MRAP condamne la tragique escalade du terrorisme: après l'assassinat de trois touristes israéliens dans le port de Larnaca, à Chypre, les auteurs palestiniens de ce crime sont arrêtés (25 septembre). Le 1er octobre, l'armée de l'air israélienne bombarde le siège de l'O.L.P. à Tunis, faisant une cinquantaine de morts. Le 7 octobre, sur le navire de croisière "Achille Lauro", un commando palestinien abat froidement un citoyen américain de confession juive, Léon Klinghoffer. L'avion qui transporte les membres du commando et Aboul Abbas, dirigeant palestinien, sans doute responsable de l'opération, est détourné par l'aviation de chasse américaine. La condamnation des méthodes inacceptables auxquelles recourent certains groupes nés de la frustration d'un peuple, ne peut excuser le développement et l'exaltation du terrorisme d'Etat, combien plus meurtrier. Mieux vaudrait rechercher une paix juste et durable au Proche-Orient.

LE MRAP apporte son soutien aux mères divorcées dont les enfants, contrairement aux jugements leur en confiant la garde, sont maintenus par leurs pères en Algérie. Une réunion sur ce douloureux problème (qui existe aussi dans

d'autres pays) a eu lieu à l'Assemblée Nationale. Au nom du MRAP, Gérard Coulon s'est prononcé pour la conclusion rapide des négociations sur la Convention franco-algérienne qui harmoniserait les législations des deux pays, et pour une mesure humanitaire permettant à ces mères de rencontrer leurs enfants à la fin de l'année.

LORS de la programmation à Saint-Etienne du film "Shoah", de Claude Lanzmann, le comité local du MRAP, avec l'Association culturelle israélite, la Ligue des Droits de l'Homme et la LICRA, a lancé un appel à la population, l'invitant à le voir. Les deux parties de l'oeuvre ont été projetées six fois du 6 au 12 novembre. Des séances scolaires ont été prévues le matin.

LE MRAP était présent aux manifestations qui ont eu lieu à Dijon en juin et à Paris le 8 novembre, pour demander le retour de Mohamed Naciri. Ce Marocain travaillant dans une entreprise dijonnaise, et vivant en France avec sa famille, s'est vu retirer son passeport au Maroc, où il était allé en vacances, il y a 8 mois déjà, en raison de ses activités syndicales.

Droit et Liberté

89, rue Oberkampf, 75011 Paris
Téléphone : 806.88.00
CCP 9 239-81 Paris

Directeur de la publication
René Mazenod

Maquette
Véronique Mortaigne

Secrétariat de rédaction
Monique Khellaf

Comité de rédaction
Bertrand Bary, Gérard Coulon
René Mazenod

Abonnement d'un an : 80 F

N° de Commission paritaire : 61013

Imprimerie de Montligeon (61)